

PROJET DE DELIBERATION - CONSEIL COMMUNAL DU 25/02/2019

---

SEANCE PUBLIQUE

N°\*.- PERSONNEL COMMUNAL - Prestations pour entités distinctes de la Ville - Convention de mise à disposition et évaluation du subside - A.S.B.L. « Association des Parents, des Elèves et des Professeurs (A.P.E.P.) » – Adoption.

LE CONSEIL,

Attendu que les missions de l'A.S.B.L. « Association des Parents, des Elèves et des Professeurs (A.P.E.P.) » ont un rapport direct avec l'intérêt communal;

Vu la mise à disposition au sein de l'A.S.B.L. « Association des Parents, des Elèves et des Professeurs (A.P.E.P.) » d'une employée d'administration à mi-temps, et ce, en vue d'exercer les missions administratives de l'A.S.B.L.;

Vu les dispositions du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatives à la mise de travailleurs à la disposition d'un C.P.A.S., d'une société de logement social ou d'une association sans but lucratif;

Vu les articles 100 à 103 du chapitre XVI de la deuxième partie du Statut administratif autorisant la mise à disposition d'un agent statutaire au profit d'un organisme de droit public ou privé;

Attendu que l'A.S.B.L. ne prend pas en charge le coût salarial imputable à la Ville;

Attendu que, conformément à la décision du Conseil communal du 15 décembre 2008, relative à l'estimation des subsides en personnel, le coût total de l'agent repris à la convention ci-jointe s'élève à 31.422,66 euros pour une année complète;

Attendu que le Conseil d'Administration de l'A.S.B.L. « Association des Parents, des Elèves et des Professeurs (A.P.E.P.) » compte au moins un membre dûment désigné par la Première Assemblée communale;

Vu le Livre premier de la troisième partie du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, modifié par le Décret du 22 novembre 2007;

Vu les articles L3331-1 à 9 du Titre III du Livre III de la troisième partie du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Vu les mesures prises par le Collège communal du 23 novembre 2007 et relatives au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire ministérielle du 14 février 2008 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu sa décision du 24 novembre 2008 sur les mesures de contrôle financier des ASBL et Associations aidées par la Ville et ses dérogations;

Vu la circulaire ministérielle relative au budget 2019;

Vu la Circulaire du 30 mai 2013 sur l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux;

Vu l'avis de légalité préalable et motivé du Directeur financier;

Vu l'avis émis par la Section « Budget, Personnel, Etat civil et Evénements » en sa séance du 19 février 2019;

Par \* voix contre \* et \* abstentions,

ADOPTE

à la date du 1<sup>er</sup> mars 2019, la convention ci-annexée de mise à disposition de personnel au sein de l'A.S.B.L. « Association des Parents, des Elèves et des Professeurs (A.P.E.P.) », et ce, jusqu'au 31 mars 2025;

DECIDE

- d'accorder son aide à l'A.S.B.L. « Association des Parents, des Elèves et des Professeurs (A.P.E.P.) » sous forme de mise à disposition de personnel et estimé à 31.422,66 euros pour une année complète;
- d'appliquer le principe du Titre III du Livre III de la troisième partie du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions vu que les montants sont supérieurs à 25.000 euros.

La présente délibération sera transmise, pour information, à l'A.S.B.L. « Association des Parents, des Elèves et des Professeurs (A.P.E.P.) », au Service des Finances et à l'agent concerné.

Convention de mise à disposition d'un agent statutaire  
sur la base de l'article 100 du chapitre XVI de la deuxième partie du statut administratif  
A.S.B.L. Association des Parents, des Elèves et des Professeurs (A.P.E.P.)

Entre :

La Ville de Verviers, ci-après dénommée la Ville  
dont le siège est situé à 4800 Verviers, Place du Marché, 55  
représenté(e) par le Collège Communal agissant en vertu d'une délibération du Conseil Communal  
du 25 février 2019

et

D'autre part, l'association sans but lucratif « Association des Parents, des Elèves et des Professeurs  
(A.P.E.P.) »  
ci-après dénommée l'ASBL,  
dont le siège est situé à 4800 Verviers, rue Chapuis, 6  
représentée par Mme Sarah HALLEUX, Présidente du Conseil d'Administration

Il est convenu et accepté ce qui suit:

#### **Article 1**

La Ville met à disposition de l'ASBL Mme Claire CURVERS, agent statutaire, ci-après dénommé  
l'agent, pour des prestations à mi-temps (19h/semaine), et ce, en vue d'exercer les missions  
administratives de l'A.S.B.L.

#### **Article 2**

La mise à disposition de l'agent est opérée à titre gratuit.

Le travailleur est mis à la disposition de l'utilisateur en vue de poursuivre une mission qui a un  
rapport direct avec l'intérêt communal.

L'agent conserve sa qualité d'agent statutaire de la Ville pendant toute la durée de la mise à  
disposition et demeure soumis aux statuts administratif et pécuniaire, au règlement de travail, ainsi  
qu'au régime disciplinaire applicables aux agents de la Ville. Le supplément de frais de mission  
exposé par l'agent à l'occasion de la mise à disposition est pris en charge par le Relais Social  
Urbain de Verviers.

#### **Article 3**

Pendant la durée de la mise à disposition, l'agent exerce sa mission et ce, dans le respect des  
orientations définies par le responsable fonctionnel au sein de l'ASBL.

#### **Article 4**

La présente convention est conclue à partir du 1<sup>er</sup> mars 2019, et se terminera le 31 mars 2025.

La présente convention est résiliable par chacune des parties moyennant un préavis de 3 mois.

Fait à Verviers, en deux exemplaires, dont chaque partie reconnaît avoir reçu copie, le 25 février 2019.

Pour la Ville de Verviers  
Par ordonnance,  
La Directrice générale f.f.,

Pour la Bourgmestre,  
L'Echevin délégué,

M. KNUBBEN

A. LOFFET

Pour l'A.S.B.L. « Association des Parents, des Elèves et des Professeurs (A.P.E.P.) »  
La Président du Conseil d'administration

S. HALLEUX

Le travailleur,

C. CURVERS

PROJET soumis au Conseil communal